economiesuisse



L'économie combat l'initiative extrême des Verts

L'initiative «Économie verte» conduirait à une transformation abrupte de l'économie et de la société. Les entreprises et les consommateurs feraient face à des restrictions massives, en parti-culier dans les domaines de l'habitat, de l'alimentation et de la mobilité. La marge de manœuvre des entreprises diminuerait, la bureaucratie s'alourdirait nettement, les produits et les services renchériraient. Les milieux économiques recommandent de refuser fermement l'initiative extrême des Verts.

Les entreprises suisses soutiennent l'objectif d'une activité économique respectueuse de l'environnement. Économiser les ressources est indispensable pour diminuer les coûts et dégager un avantage compétitif par rapport aux concurrents. Cela est d'autant plus décisif en Suisse, qui est un des sites de production les plus chers du monde. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la Suisse figure régulièrement en bonne position dans de nombreux classements internationaux en ma-tière de durabilité, ce dont nous sommes fiers.

Un carcan vert menacerait le succès de la Suisse

L'initiative «Économie verte» menace ce rôle de pionnier et de champion du monde de l'innovation. Les auteurs de l'initiative misent sur les mauvais instruments (relevant de l'économie planifiée), sur un étalon inadapté (empreinte

écologique) et se fixent un calendrier trop rigide. Viser une baisse de la consommation suisse d'énergie et de matières premières de plus des deux tiers d'ici à 2050 nécessi-terait des mesures contraignantes radicales, des prescriptions rigides en matière de production, de nouveaux impôts et des hausses de prix dans de nombreux secteurs. Avec l'initiative radicale des Verts, la Suisse irait dans une impasse. Ce projet menacerait les accords de libre-échange, cimente-rait les prix élevés et mettrait en jeu la place économique et ses emplois.

Des représentants de l'économie mettent en garde contre cette initiative trompeuse

Le Conseil fédéral, l'Office fédéral de l'environnement et divers experts estiment que l'initiative va trop loin et qu'elle n'est «pas réalisable». En effet, l'initiative entraînerait des changements profonds des comportements et des habitudes de consommation – notamment en matière d'habitat, d'alimentation et de transport – qui affecteraient directement l'ensemble des entreprises et des consommateurs. Les présidents des principaux secteurs affectés expliquent pourquoi les milieux économiques s'opposent à un diktat inutile des Verts et aux mesures planificatrices de la gauche:

- **Heinz Karrer,** président d'economiesuisse : «L'initiative entraînerait une réforme structurelle radicale qui menacerait la pérennité de la place industrielle suisse. Les délocalisations de la production à l'étranger ne vont pas dans le sens de la préservation de l'environnement, d'autant que les lois en vi-gueur à l'étranger sont souvent moins sévères qu'en Suisse.»
- **Hans Egloff,** président de l'association suisse des propriétaires fonciers (HEV) : «Les propriétaires immobiliers investissent de leur propre chef des milliards de francs pour rénover des bâtiments. Il n'est pas nécessaire de passer par la contrainte. En cas d'acceptation de l'initiative, de nombreux Suisses se trouveraient face à des défis financiers et le rêve classique d'un chez-soi deviendrait inatteignable.»
- **Isabelle Moret**, présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses :
  «Le Conseil fédéral met en garde contre une hausse des prix des denrées alimentaires pour les consommateurs. La viande et les produits laitiers seraient particulièrement touchés de même que les biens importés d'Asie, d'Amérique et d'Afrique.»
- **Thierry Burkart**, vice-président du Touring Club Suisse: «Un relèvement des impôts sur les carburants fossiles toucherait tous ceux qui ont besoin d'une voiture. Les pendulaires, les familles et toutes les personnes qui vivent dans des régions de montagne ou des régions périphériques seraient particulière-ment concernés. L'initiative ferait émerger une société à deux vitesses.»
- **Andreas Züllig**, président d'hotelleriesuisse: «Pour la branche du tourisme en général et l'hôtellerie en particulier, l'initiative cimenterait un peu plus les prix élevés pratiqués en Suisse. Elle accroîtrait inévita-blement les prix des hôtels et des restaurants. Les coûts étant déjà élevés, leur compétitivité reculerait un peu plus, de sorte que les consommateurs devraient ouvrir bien davantage leur porte-monnaie pour les vacances.»

Approvisionnement en énergie sûr et économique



Un approvisionnement en énergie fiable et abordable, ainsi qu'un environnement préservé sont indispensables. Les ressources naturelles doivent être utilisées avec discernement.